

plus heureux que moi de voir cette haute position occupée par un homme de la nationalité à laquelle appartient mon honorable ami. Mais, autant que je le suis je crois que c'est la première fois dans l'histoire du gouvernement parlementaire, que quelqu'un ait remporté un triomphe comme celui remporté par mon honorable ami, sans avoir réussi à obtenir la majorité sur aucune des grandes questions soumises à l'électorat.

Quelques VOIX : Oh ! oh !

Sir CHARLES TUPPER : Cette déclaration de ma part paraît avoir le don de provoquer l'hilarité chez quelques députés de la droite, mais voici sur quoi je me base pour dire que l'honorable premier ministre n'a pas réussi à obtenir la majorité sur aucune des grandes questions qui ont été soumises à l'électorat par les deux partis politiques.

En 1878, la position était bien tranchée entre conservateurs et libéraux. Le gouvernement d'alors dont le premier ministre actuel faisait partie, et dans lequel l'honorable député d'Oxford-sud était ministre des Finances, fut vivement sollicité par l'opposition, pendant la dernière partie de son règne, d'apporter des modifications importantes au tarif existant. La question fut franchement et carrément soumise au pays ; il fut appelé à se prononcer entre le libre-échange auquel le gouvernement était lié, et la protection des industries nationales réclamée par l'opposition.

L'honorable ministre sait comme moi que le résultat de l'élection ne fut pas douteux et qu'à l'arrivée au pouvoir du ministère de sir John A. Macdonald, des moyens furent pris sans retard pour mettre à exécution la politique ratifiée par l'électorat.

L'honorable ministre n'ignore pas non plus que lorsque le tarif fut soumis aux Chambres par le regretté sir Leonard Tilley, l'opposition nous rendit le témoignage qu'à tout événement, nous avions au moins tenu notre promesse ; elle admit que nous n'avions eu ni hésitations, ni faiblesses, lorsqu'il s'est agi de mettre à exécution les engagements que nous avions pris envers l'électorat.

L'honorable ministre sait aussi que la même question fit les frais de l'élection de 1882. Pendant plusieurs années les membres de l'opposition de sa Majesté sont restés à leurs pièces, la bataille fut livrée de nouveau sur le même terrain, et en 1882, le résultat fut le même. La très grande majorité des électeurs confirma le verdict rendu si catégoriquement en 1878, et la protection continua à être la politique du Canada.

Il y avait aussi une autre question soumise au peuple, celle de la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique, mais comme elle n'est plus en jeu aujourd'hui, je n'en dirai rien.

Et encore en 1887, la lutte s'engagea sur le même terrain ; l'opposition, d'un côté, continuait à combattre pour le libre-échange et le gouvernement défendait la politique de protection à nos industries nationales, et le résultat fut encore le même. Cette fois-là encore la population du Canada se déclara d'une façon non équivoque en faveur de la politique du parti libéral-conservateur, et du gouvernement.

En 1891, après ces trois défaites successives, nos adversaires voyant que cette politique avait peu de chance de triompher, en adoptèrent une nouvelle, celle de la réciprocité absolue avec les États-Unis. Il faut faire un assez joli saut pour passer du libre-

échange au tarif le plus élevé qui ait probablement existé dans aucune partie du monde. Quoi qu'il en soit, et sans entrer dans le mérite de la question, car je ne veux pas abuser du temps de la Chambre inutilement, la lutte, en 1891, s'est faite sur la question de savoir si l'on devait continuer à appliquer la politique du parti et du gouvernement conservateurs, qui consiste à encourager et à protéger les industries canadiennes, ou si l'on devait adopter une politique de libre-échange continental, c'est-à-dire, de n'avoir qu'un seul tarif pour le Canada et les États-Unis.

L'honorable ministre n'ignore pas que ce nouveau programme de l'opposition a subi le même sort que l'autre et que les électeurs du pays se sont déclarés en faveur d'une politique accordant une protection suffisante à nos industries.

Pour atteindre le but que je me propose, qui est de démontrer sur quelle question s'est faite la dernière élection, je suis obligé de citer quelques courts extraits qui feront voir d'une manière claire et irréfutable, quel était le programme de nos adversaires, la dernière fois qu'ils en ont appelé au peuple.

L'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) qui, comme je l'ai déjà dit, était le financier du cabinet Mackenzie et qui a toujours été regardé comme l'autorité financière par excellence du parti libéral, a exposé la doctrine de son parti, en la matière, telle qu'on la trouve à la page 714 (v.a.) des *Débats* de 1893.

Je ferai grâce à la Chambre des copieux extraits que je pourrais citer des discours de nos honorables adversaires, et des déclarations énergiques par lesquelles cette politique était présentée au pays, mais je me contenterai de quelques courts extraits afin d'exposer d'une manière plus claire et plus saisissante la position exacte des deux partis, pendant la dernière lutte.

Voici ce que disait l'honorable député d'Oxford-sud :

L'honorable ministre désire connaître notre politique. Je vais lui dire ce qu'elle a été depuis le commencement jusqu'à ce jour. Notre politique a été de détruire cette vilaine protection qui a écrasé les forces vitales du peuple de ce pays. Peu m'importe la manière dont ce monstre sera abattu. Peu m'importe qu'il soit frappé à la tête, à la queue, au milieu ; peu m'importe que ce soit au moyen du libre-échange partiel ou absolu, ou au moyen d'un tarif de revenu, ou d'un libre-échange continental.

Plus tard, en 1894, ainsi qu'on peut le constater en parcourant la page 336 (v.a.) des *Débats* de cette même année, le même honorable député se servait du langage suivant :

Et maintenant, M. l'Orateur, ces honorables messieurs nous défient—ces hommes si conséquents qui se choquent de notre inconséquence—ils demandent quelle est notre politique, et en particulier la mienne. Eh bien, ils vont la connaître. Je l'ai proclamé il y a plusieurs années ; ma politique depuis le commencement jusqu'à la fin, depuis que ce mode infâme a été inséré dans nos lois, a toujours été de faire disparaître la protection—de quelle manière, peu importe.

Je suppose qu'en voilà assez pour bien définir l'attitude du financier reconnu du parti libéral dans cette Chambre.

Passons maintenant aux opinions exprimées par un autre membre important du parti libéral, l'honorable député de Queen, I. P. E. (M. Davies). Je dois dire ici que la réciprocité absolue n'avait pas eu un brillant succès, et que le parti s'étant aperçu que ce n'était pas avec cela qu'il arriverait au pouvoir, avait résolu de l'enterrer. C'est l'honorable député de Queen qui fut chargé de la cérémonie